

CHRONIQUE
Les Temps Modernes, août-septembre 1968
Anne Guérin
RÉVOLUTION OU RÉPARATION ?

De la mi-mai à la mi-juin, pendant la grève générale, de nombreux étudiants se sont rendus aux portes des usines. Notre groupe s'est fait et défait au hasard des couloirs de la Sorbonne. Ses membres n'étaient pas toujours les mêmes. Y étaient représentés, à un moment ou un autre, toutes les grandes disciplines arts, lettres, sciences exactes et humaines — trois religions, deux races et cinq pays. Autant que je sache aucun des étudiants n'appartenait à un parti ; certains tendaient vers l'anarchisme. Toutefois nous étions convenus de nous présenter aux ouvriers sans drapeau ni étiquette.

Les pages qui suivent essaient de rendre compte de plusieurs dizaines d'heures de discussions qui se sont déroulées au Centre de tri postal de la gare de l'Est et à l'imprimerie Lang, la plus grande imprimerie de Paris. Nos premiers interlocuteurs furent, pour la plupart, des délégués syndicaux : F.O., C.F.D.T., C.G.T. au tri postal, C.G.T. uniquement à l'imprimerie. Par la suite, d'autres employés et ouvriers, syndiqués ou non, se joignirent à nos discussions, non pas sur les lieux de travail mais à proximité, dans un café ou une salle de réunion syndicale. Le hasard a présidé au choix des entreprises. J'ai découvert l'imprimerie Lang en y allant demander du papier — qui nous fut d'ailleurs refusé — pour ronéotyper des tracts. Je faisais de l'auto-stop rue Saint-Jacques lorsque je rencontrai un délégué F.O. du tri postal qui accepta de me prendre dans sa Dauphine.

J'en profitai, dans les deux cas, pour proposer une discussion étudiants-ouvriers... Il est arrivé à d'autres étudiants d'être renvoyés des portes des usines par des responsables de la C.G.T. Cela n'a pas été notre cas, même si les délégués de l'imprimerie Lang, fief de la C.G.T., nous ont accueilli, les premiers jours, avec une certaine méfiance. Au Centre de tri, l'accueil fut d'emblée chaleureux.

17 mai

— La révolution, c'est bien joli, mais les masses n'y sont pas prêtes. Il faut être réaliste...

— Au contraire ! Prenons nos désirs pour des réalités.

Cet échange entre une étudiante et un délégué syndical de chez Lang résume, imparfaitement bien sûr, la seule divergence profonde qu'au bout d'une semaine de dialogue nous ayons pu constater entre l'usine et l'université.

Le délégué (C.G.T.) poursuit :

- Pour les revendications du ventre, je suis bien d'accord. Il faut aller jusqu'au bout. Mais quel bout? La guerre civile? Ça ferait beaucoup de morts. Rappelez-vous 1789, 1848... (Il oublie 1917.)
- Rappelez-vous aussi 1936, répliquent les étudiants. Faut-il attendre l'an 2000 pour réussir enfin une grève?
- L'ouvrier n'est pas encore assez éduqué.
- Trente deux ans n'y ont pas suffi ?
- Il faut procéder par étapes.
- C'est-à-dire laisser aux patrons, au gaullisme, le temps de nous récupérer ?
- L'éducation ne se fait pas en serre. L'éducation se fait sur le tas. C'est la grève, c'est l'action qui éduquent les ouvriers.
- Pour vous autres étudiants, c'est facile. Vous n'avez pas d'enfants. Chez nous il y a la ménagère qui commence à râler quand on n'apporte pas la paie...

UNE OUVRIÈRE. — Si le système nous tient comme il le fait, c'est un peu notre faute. Nous sommes trop attirés par l'argent, le frigo, la bagnole à crédit.

UN OUVRIER. — C'est pour ça que nous ne sommes pas mobilisables.

UN ÉTUDIANT. — Pas mobilisables ? Comment ? Vous êtes dix millions d'ouvriers en grève. Qu'est-ce qu'il vous faut de plus ?

L'OUVRIÈRE. — Moi, tout ce que je demande, c'est l'indexation des salaires (A cette époque, la C.G.T. n'a pas encore abandonné cette revendication.)

Un étudiant en médecine, qui a en économie politique des connaissances inespérées, démontre par $a + b$ qu'un régime capitaliste ne peut indexer les salaires sur les prix sans aller au suicide.

— La hausse des salaires entraînera forcément une hausse des prix. Vous demandez au patron de rogner sur ses bénéfices ? Il n'est pas fou. Un capitaliste qui ne fait pas de bénéfices fermera son usine et ira investir ses capitaux ailleurs.

— Il y a déjà pas mal de fric qui a filé en Suisse, reconnaissent les ouvriers.

— Il s'agit donc de savoir si ce qu'on veut, c'est une réparation ou une révolution. La révolution, je vous l'accorde, on ne la fait jamais pour le plaisir. Seulement si on ne la fait pas maintenant, on se retrouvera en septembre couillonnés cent pour cent.

20 mai

Ces arguments, les étudiants les opposent presque toujours aux délégués et ouvriers de plus de trente-cinq ans. A quelques exceptions près (les vieux qui ont vécu 1936 ont souvent des positions plus radicales que les adolescents), les jeunes ouvriers, qui viennent de plus en plus nombreux,

soutiennent les étudiants et même vont plus loin. Chez Lang, un ouvrier de moins de 20 ans, syndiqué C.G.T., nous surprend tous en déclarant :

— Réformer l'Université dans une société bourgeoise, c'est de la foutaise. Il faut faire sauter toute la baraque.

Au tri postal, l'avenir de l'Université intéresse nos interlocuteurs autant que nous-mêmes. Sur le travail de nos commissions, ils nous posent des questions parfois si précises que nous sommes incapables de répondre. Les pères de famille notamment veulent faire entrer leurs fils à l'Université :

— Mais pas pour y apprendre des balivernes. Mon fils, qui est au lycée, pourquoi lui fait-on faire du grec ?

— Justement. Nous en avons assez d'un enseignement qui ne nous apprend rien sur la vie, dit un futur philosophe.

— On ne veut pas que l'Université nous transforme en exploiters ni en exploités, ajoute un « rescapé » des Hautes Études commerciales.

Mais ce qui intéresse le plus nos interlocuteurs du tri postal, c'est l'enseignement parallèle et le recyclage permanent qui permettraient aux ouvriers comme aux cadres de se « cultiver utilement ».

Tout le monde est conscient que la réforme de l'Université doit passer par celle du secondaire et même du primaire. Quand les étudiants expliquent qu'ils ne veulent plus apprendre par cœur un cours magistral qu'il leur faut recracher à l'examen, leurs doléances trouvent un écho chez les ouvriers dont les fils sont soumis dès l'enfance au même bourrage de crâne.

La critique du système scolaire est sévère mais les ouvriers ne veulent en aucun cas abolir l'examen, ce qui reviendrait à accroître le nombre, déjà grand, « d'étudiants qui ne foutent rien ».

— En effet, répond une étudiante, il faut exiger un contrôle constant de la production intellectuelle, et cela à tous les niveaux. Nous refusons seulement l'examen sous sa forme actuelle, où l'examiné est quasiment un accusé, et le jury, un tribunal.

Cela admis, on passe aux méthodes pédagogiques actives, aux expériences de French et al. qui découvrirent, pendant les années 1930, que l'ouvrier américain intéressé au fonctionnement de l'entreprise était beaucoup plus productif que celui qui recevait seulement des ordres.

A ces expériences, qu'expose une étudiante en sociologie, les employés du tri postal apportent un complément : leur expérience propre.

— Chez nous, les cadres sont de petits dictateurs. Cela ne nous incite pas à faire du zèle, bien au contraire.

— D'autant plus que les cadres eux-mêmes ne foutent rien. Il leur faut une demi-heure, le matin, pour remplir leur paperasse, et le reste du temps, ils jouent les gardes-chiourme.

Les employés dénoncent, en outre, le «système de la carotte» et celui du «parapluie»¹. Bref, ils estiment n'avoir aucun besoin de cadres aussi corrupteurs qu'incompétents. Un cadre moyen, présent à la discussion et victime, à son niveau, du même système renchérit :

— J'ai passé cinq mois à faire des plans et des organigrammes pour le Centre de tri. Je les ai présentés à l'administration qui les a tous foutus en l'air, et a fait refaire le même boulot par un monsieur du ministère. Alors je me demande à quoi je sers.

A l'imprimerie Lang, les cadres sont dénoncés dans les mêmes termes, et l'on regrette que «l'élection des cadres par les ouvriers n'ait pas été incluse dans le cahier de revendications». Mais en ce début de grève, la température, chez Lang, n'est pas encore à l'ébullition et les étudiants, cernés par les délégués C.G.T., n'osent pas lancer dans la mare le pavé de l'autogestion. Au tri postal, par contre, et dès le premier jour, l'exposé sur Freynet (fait par une future psychologue) et le réquisitoire des cadres (fait par les employés) débouchent tout naturellement sur l'idée d'auto-gestion.

Les étudiants. — Si l'on admet que l'élève apprend mieux et plus vite quand il se sent concerné par ce qu'il apprend, on peut admettre que les ouvriers peuvent faire marcher la boîte au moins aussi bien que le patron et ses cadres s'ils décident d'en prendre la responsabilité.

25 mai

L'idée d'autogestion se heurte moins à l'hostilité des employés qu'à une ignorance générale. Au tri postal, un jeune cheminot, militant C.G.T., qui se trouve là «par solidarité avec les postiers», raconte qu'il connaît une usine «où l'autogestion a été instituée par le patron». C'est pourquoi, dit-il, «l'autogestion ne défend pas les ouvriers».

Quelqu'un d'autre assimile l'autogestion à la participation gaulliste ; un troisième croit qu'il y a opposition entre la «gestion directe» qu'il réclame et l'autogestion dont parlent les étudiants. Ceux-ci réclament, en outre, «des élus révocables» et «la fin des hiérarchies». Le délégué F.O. vitupère : «tout ça, c'est de l'anarchie».

— Pas du tout, c'est de la discipline librement consentie.

A l'exception d'un étudiant-poète qui se met en devoir d'expliquer «comment l'autogestion fonctionne à Cuba» (où précisément elle ne fonctionne pas), notre équipe s'avère, en gros, capable d'exposer les grands principes de l'autogestion. Cependant les points de repère historiques font défaut, et les définitions restent floues.

Les employés, eux, font des réserves qui portent cette fois moins sur le principe que sur la viabilité de l'autogestion. L'autogestion «par ilôts» au sein d'une société capitaliste paraît utopique, mais une société

¹ Chacun ouvre son parapluie pour « se couvrir » et, fuyant toute responsabilité, rejette les torts sur son voisin.

«entièrement autogérée» ne le paraît pas moins. Cependant l'idée fait son chemin dans l'esprit des plus jeunes, et cela pour deux raisons :

-Au tri postal comme chez Lang, nombreux sont les travailleurs qui ne font plus confiance au réformisme syndical d'une part, aux nationalisations d'autre part :

— La C.G.T., chez nous, a perdu toute audience. Elle est dans ses petits souliers.

— Côté syndical, ça craque.

— Il y a eu beaucoup de cartes déchirées par ici.

— Quand j'ai vu que Séguy se référait à Pompidou et Pompidou à Séguy, eh bien ! j'ai compris...

— Les syndicats ne pourront plus nous donner des ordres maintenant, c'est nous qui leur en donnerons.

Quant à la «renaultisation» des entreprises, elle apparaît comme un leurre, puisque «cherchez derrière l'État, et vous trouvez le capital».

A ce propos, le cheminot cégétiste fournit aux étudiants stupéfaits des précisions sur la part des investissements privés dans les entreprises dites nationalisées.

— Chaque fois qu'un secteur des P.T.T. ou de la S.N.C.F. fait de gros bénéfices, ajoute-t-il, on le refile au privé. Ce qui reste à l'État, c'est tout ce qui ne marche pas, ou mal.

26 mai

Les jeunes, en somme, ne font confiance qu'à la grève générale mais cette confiance se double d'une grande incertitude. «Où allons-nous ?» disent-ils. Cette question, ils ne la posent pas aux étudiants — et encore moins à de Gaulle, aux syndicats et aux partis — mais à eux-mêmes.

Témoin cet «enragé» du tri postal qui me prend à part, après la discussion, et me souffle, angoissé :

— Dis-moi, est-ce qu'on ne va pas se casser la gueule ? Est-ce que tu crois vraiment, sincèrement que nous sommes capables de la faire, la révolution ?

J'ai répondu que oui et, à la réflexion, il me semble que notre seule utilité, à nous autres étudiants, est d'opposer ce «oui» au «non», chaque jour plus insistant, des appareils syndicaux. Il va sans dire que notre «oui» ne peut en aucun cas être décisif. Mais l'essentiel n'est-il pas qu'à la faveur de ce mois de mai, ouvrier et étudiant ait, chacun de son côté «supprimé son autopolice» (comme dit un étudiant des Beaux-Arts) et renoué ici et là un dialogue interrompu depuis un siècle ?

5 juin

Ce dialogue se poursuivra-t-il ? Le tri postal a repris le travail, les employés n'ont plus qu'une demi-heure de pause. L'emploieront-ils à discuter avec

nous ? L'un deux m'explique que l'intérêt que nous avons suscité s'émousse par «la force des choses».

A l'imprimerie, c'est tout le contraire. Les ouvriers ont décidé de continuer la grève. Leur détermination est telle qu'ils n'ont même pas éprouvé le besoin de voter. Au groupe d'étudiants se joignent tantôt des membres du comité d'action du XIXe (dont un prof. de lycée) tantôt d'autres travailleurs : un électricien toujours en grève qui habite la Sorbonne depuis bientôt un mois ; il remédie aux défaillances d'éclairage dans les amphis et va se battre à Flins ; un groom d'hôtel de Cannes qui, n'ayant plus de clients, est venu faire la révolution à Paris ; un étudiant malien qui explique comment le socialisme fonctionne chez lui.

Nos interlocuteurs ouvriers ne sont jamais les mêmes non plus. Le comité de grève de l'imprimerie, qui n'a pas d'obédience syndicale, fait irruption dans nos débats.

Le ton a changé, lui aussi. «Le dernier bastion syndical» a, paraît-il, «sauté». Il faut «continuer la grève avec et malgré les syndicats» explique un correcteur haïtien, nouveau venu qui se présente comme étant «visiblement juif allemand».

Quant aux délégués qui présidaient (et dominaient) jadis nos réunions, ils se font plus rares et moins loquaces. La parole revient à la base, à de très jeunes ouvriers que nous avons fait recruter à l'intérieur de l'usine grâce au «Comité d'information». Celui-ci nous envoie bien plus de monde que ne l'ont fait les délégués.

A notre réunion il ne reste qu'un ancien délégué pour soupçonner «les étudiants extrémistes» que nous sommes de «vouloir transformer l'imprimerie en un bastion assiégé, en grève illimitée».

— La grève, répondons-nous, ce sont les ouvriers qui la font et le plus extrémiste d'entre nous, Daniel Cohn-Bendit, vient de déclarer qu'il appartient aux seuls ouvriers de décider quand s'arrêter.

En fait, les étudiants présents ne prétendent qu'à dépanner, en cas de besoin, avec des pommes-de-terre et autres vivres fournis par l'Institut de l'Agro. (C'est ainsi qu'avec des ouvriers de l'imprimerie nous avons pu relancer une grève qui défaillait par manque de fonds. dans une petite entreprise du quartier.)

«L'Huma», qui titre aujourd'hui «Reprise victorieuse du travail», est vivement prise à parti.

— Victoire ? Faut être sérieux. La reprise partielle ne sert qu'à diviser la lutte, déclare un ouvrier.

Un membre du comité de grève annonce qu'une petite imprimerie dans le VIe a repris ce matin sans avoir obtenu l'ombre d'une satisfaction.

— C'est que les grandes entreprises en grève n'ont pas mené une campagne suffisante d'explication.

— Notre imprimerie à pourtant soutenu la grève dans une soixantaine de petites entreprises. Ce sont elles les plus menacées. Les syndicats y sont très faibles.

— Les syndicats, on les emmerde. Ils savent très bien terminer une grève, mais pas la déclencher.

— Maintenant on demande notre liberté non seulement aux patrons mais aussi aux syndicats.

— Et ça va mener à quoi ?

— A un beau balayage.

— A un syndicat des syndicats.

— A un syndicat qui fasse enfin ce pour quoi il a été créé.

— La gestion directe est la seule base du syndicalisme révolutionnaire, intervient le prof. de lycée.

— L'autogestion ? Les syndicats n'en veulent pas parce qu'elle les supprimerait, dit un typo.

— L'autogestion, vous voulez rire ? L'autre jour on a voulu distribuer deux litres d'essence aux camarades, et le patron qui se fendait la gueule parce que personne ne voulait faire la queue. Et ça réclame l'autogestion !

Il y en a qui la réclament, en effet : de vieux ouvriers qui se souviennent des quelques mois, après la Libération, où l'imprimerie fut effectivement autogérée ; de jeunes ouvriers qui sont prêts à tout ; et ceux de l'atelier d'héliogravure qui viennent d'afficher sur leur portail un immense écriteau où AUTOGESTION s'inscrit en lettres rouges. Certes, l'écriteau correspond davantage à un désir qu'à une réalité. Pourtant un employé du labo de l'imprimerie estime qu'elle s'inscrit déjà dans les faits :

— Le soir, dit-il après 18 heures, il n'y a pas un seul chef au labo. Et nous nous débrouillons très bien tout seuls, même en cas d'urgence et de pépins. Pourquoi serions-nous incapables de faire tourner toute la boîte ?

Mais la majorité des ouvriers n'y croit pas, paraît-il. On en revient à l'élection des cadres.

— Solution boiteuse, avance un étudiant. Vos cadres élus seront toujours payés par le patron. Comment voulez-vous qu'ils vous défendent ?

— D'accord. Mais supprimer les gardes-chiourme, obtenir une meilleure organisation du travail, ce serait déjà beaucoup. Il ne faut pas demander la lune.

10 juin

L'imprimerie vient de voter. 90 % se sont prononcés, à bulletins secrets, pour la continuation de la grève. Ceci en dépit des accords nationaux qui viennent d'être conclus entre le patronat et le Comité intersyndical du Livre. En dépit des pressions exercées par ledit C.I.L. Pourquoi ?

— Ces accords sont valables pour les ouvriers du livre en province : ils leur garantissent une augmentation de 13 %. Mais à ceux de Paris ils n'apportent pratiquement rien.

— Le malheur c'est que les ouvriers de province étant majoritaires et ayant voté pour la reprise, le C.I.L. a pu prétendre que les Parisiens devaient en faire autant. C'est ce qu'ont fait la plupart des soixante imprimeries parisiennes dont nous avons soutenu la grève et qui n'ont rien obtenu maintenant. On les a purement et simplement lâchées.

— Des ouvriers de chez nous sont allés protester au siège du C.I.L. et dire qu'il fallait continuer la grève au moins sur le plan parisien. Eh bien ! C'est tout juste si on nous a reçus, au C.I.L. Et on nous a renvoyés comme des malpropres, avec un sermon sur la discipline syndicale.

11 juin

Après un débat houleux, la majorité des ouvriers de l'imprimerie obtempèrent au C.I.L. Le C.I.L. a dit : « Si vous tenez à continuer la grève, ça vous regarde. Mais seulement sur le plan maison ». On «lâche» donc les camarades des soixante petites imprimeries parisiennes. Mais sur le plan maison, on tiendra bon.

— Parce que si on reprend le travail aujourd'hui, on n'aura que des sucettes.

— Et encore, on n'aura peut-être que le manche.

UNE ÉTUDIANTE. - Il ne faut plus se faire d'illusions. Les revendications révolutionnaires sont déjà étouffées. Là où la grève continue, il s'agit seulement de grignoter le plus possible du fromage patronal.

14 juin

Le jeune à la barbiche, celui du Comité d'information, me dit en grand secret que si les ouvriers sont moins nombreux aujourd'hui autour de notre table, c'est à cause de la campagne de presse contre les étudiants. «Il y a, dit-il, des ouvriers qui ne veulent plus être vus à côté de vous. J'ai beau leur dire que c'est de l'intox, rien à faire. Ils vous prennent pour des drogués.»

D'autres absences s'expliquent du fait que certains camarades de l'imprimerie «se sont fait amocher» à la manifestation de la gare de l'Est. Jeannot, par exemple, qui est encore au lit. C'est avec lui que je suis allée à la gare de l'Est. Jeannot, une vraie armoire, qui a fait la guerre d'Algérie. «C'est vrai, disait-il, que j'appréhende la première bagarre, mais une fois que c'est parti, je n'ai plus peur de rien.» Père de famille, passé la trentaine, ouvrier modèle, syndiqué C.G.T., tenue irréprochable, Jeannot est allé se faire casser la gueule par solidarité avec les étudiants. Pourtant les journaux assurent que seuls des blousons noirs et autres «aventuristes» étaient à nos côtés, gare de l'Est...

17 juin

Le baroud d'honneur est terminé : l'imprimerie Lang reprend le travail aujourd'hui. Après trente-sept jours de grève et obtention de satisfactions «très relatives».

Un camarade de la R.A.T.P. (qui n'était pas avec nous à l'imprimerie) m'incite à faire notre autocritique. Il qualifie de boy-scouts les étudiants qui sont allés discuter avec les ouvriers.

— De toutes façons, ajoute-t-il, nous n'avons pas la même optique. Les ouvriers se foutent de la réforme universitaire, comme les étudiants se foutent des revendications du ventre qui sont celles des ouvriers.

Le clivage est-il aussi net ? Les ouvriers nous ont accablés de questions sur l'avenir de l'université. Quant aux étudiants, s'ils veulent transformer la société, c'est bien parce qu'ils estiment que les revendications fondamentales des ouvriers ne seront pas satisfaites dans cette société-ci.

En tous cas, le dialogue a été, pour nous tous, l'occasion d'une découverte. Un camarade étudiant des Beaux-Arts n'a cessé de répéter qu'il en avait appris davantage en trois jours à l'imprimerie qu'en trois ans dans son école. L'étudiante qui a expliqué aux ouvriers la circulation de l'argent, celle de l'épargne et les dessous du marché commun, a médusé son auditoire. Les ouvriers ont appris aux étudiants comment les patrons essaient d'acheter les délégués syndicaux. Et les intellectuels n'en croyaient pas leurs oreilles !

Aucun étudiant de notre groupe n'est allé vers les ouvriers pour leur enseigner quoi que ce soit. Les ouvriers, quant à eux, n'ont fait figure ni de maîtres ni d'apprentis. Pourtant ces rapports n'ont rien d'exemplaire, ni même d'organisé. N'importe quel ouvrier pouvait participer aux débats. Quant aux étudiants, ils ne se connaissaient même pas entre eux dans la plupart des cas.

Mais ces volontaires hétéroclites, recrues de dernière heure, n'étaient jamais assez nombreux. Ceux qui promettaient de revenir se volatilisaient. Sans l'obstination d'un ou deux, nous n'aurions jamais pu poursuivre les discussions, et celles que nous avons eues sont restées très superficielles.

Du reste, quelle était notre mission ? Notre groupe ne s'est jamais concerté à ce sujet. S'agissait-il d'« agitation » ? Les ouvriers de l'imprimerie Lang étaient bien assez « agités » sans nous, sinon ils n'auraient pas tenu une grève de trente-sept jours. Tout juste pouvions-nous assurer, au sein d'une minorité déjà consciente, un continuel brassage d'idées.

C'est peu. Nous avons incité les ouvriers à venir tantôt à la Sorbonne, tantôt au Comité inter-entreprise qui siégeait à Censier. Ils ne sont pas venus. De l'aveu de l'un d'eux : « L'imprimerie en grève a mis trois semaines à se réveiller, à s'extérioriser. Et alors c'était trop tard. »

Nos débats n'ont débouché sur aucune action concrète. Si nous avions demandé aux ouvriers de l'imprimerie qu'ils impriment nos tracts, nous nous serions sans doute heurtés à un refus. (A quelques exceptions près, ils n'en ont même pas imprimé pour eux !) Aussi n'avons-nous jamais rien demandé. A tort ou à raison, aucun de nous, à aucun moment n'a cherché à « forcer la dose ».

Des fossés, nous en avons rencontrés, et même des gouffres : entre jeunes et vieux ; entre la révolution que prônent les jeunes et la réparation que souhaitent les hommes des appareils syndicaux. Mais entre étudiants et jeunes ouvriers l'accord a été si spontané et si profond que plus jamais nous n'admettrons, ni les uns ni les autres, que nous formons deux mondes à part. Ce mythe, au moins, a explosé. Peut-être pourrons-nous, maintenant, agir ensemble.

Anne GUÉRIN